

PORTUGAL : UN MOUVEMENT ÉTUDIANT DANS UN CONTEXTE DE DICTATURE

Giulia Strippoli

La contemporaine | « Matériaux pour l'histoire de notre temps »

2018/1 N° 127-128 | pages 30 à 35

ISSN 0769-3206

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-materiaux-pour-l-histoire-de-notre-temps-2018-1-page-30.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La contemporaine.

© La contemporaine. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Portugal : un mouvement étudiant dans un contexte de dictature

GIULIA STRIPPOLI, UNIVERSITÉ NOVA, LISBONNE

Les années 68 ont constitué un tournant dans les sociétés contemporaines, même quand les mouvements étudiants qui caractérisèrent la période se sont développés dans des contextes autoritaires, comme au Portugal sous les dictatures d'António Oliveira de Salazar et de Marcelo Caetano. L'histoire des universités portugaises et des mouvements étudiants au Portugal est étroitement liée à l'histoire de la République portugaise (1910-1926), à celle de la dictature militaire et de l'*Estado Novo* (1926-1974) et, certainement, aux événements relatifs à « la révolution des œillets » après le 25 avril 1974 (avril 1974- novembre 1975). La persistance d'un rôle actif des étudiants aide à mieux comprendre quelques aspects de l'histoire contemporaine portugaise, et de repérer les continuités et les ruptures dans les mobilisations des jeunes. L'élitisme, ayant fortement caractérisé la composition sociale des jeunes dans les universités jusqu'à la seconde moitié des années 1960, n'empêcha pas la prise de position des étudiants.

DE L'APRÈS-GUERRE AUX ANNÉES 1960

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, dans une atmosphère générale caractérisée par une aspiration au renouvellement en Europe, les étudiants de Coimbra demandèrent des élections libres et démocratiques pour choisir les dirigeants des associations académiques ; la réponse du régime salazariste fut la création d'une commission administrative nommée par le ministère de l'Éducation nationale. Cette petite mais insuffisante concession du régime provoqua le début d'une lutte pour la liberté associative à Coimbra. Dans la même période, pendant l'année académique 1946-1947, à Lisbonne les étudiants manifestèrent contre l'augmentation des frais d'inscription, et les mobilisations furent parfois durement réprimées.

Au début des années 1950, dans un climat caractérisé par la répression générale, qui coïncida avec la réorganisation des structures idéologiques et policières de l'*Estado Novo*, le Parti communiste portugais installa dans les universités un réseau clandestin, participa aux élections pour tenter de conquérir les associations académiques, organismes de représentation étudiante. La Jeunesse universitaire catholique aussi avait de l'influence dans les trois universités de Porto, Coimbra et Lisbonne, alors que la *Mocidade Portuguesa*¹ salazariste n'avait que peu de poids dans les universités - exception faite de la faculté de droit de Porto -, et des lycées. La première moitié des années 1950 connut d'importantes manifestations, en particulier contre les décrets de réglementation de la vie académique et la mise des structures associatives sous dépendance du ministère de l'Éducation nationale, contre le contrôle des élections et la prohibition des activités inter-associatives. Mais toutes les mobilisations se jouaient sur le plan de la défense corporatiste et de l'associationnisme. Cette identité corporatiste changea en 1956-1957 alors que le mouvement entraînait dans une nouvelle phase, conduisant à une plus grande politisation et mobilisation des jeunes dans un contexte marqué par la montée des contestations.

En 1962, l'interdiction de fêter le traditionnel « jour de l'étudiant » provoqua des mobilisations qui se heurtèrent à une forte répression : exclusion d'étudiants, arrestations préventives. La conséquence fut la naissance d'une nouvelle sensibilité politique des jeunes, se répercutant timidement dans leurs revendications, premier signal d'une politisation possible des étudiants. Toutefois demeuraient des éléments témoignant d'un refus de la politisation afin de garantir l'unité de tous les étudiants. Une étape importante du processus de politisation du mouvement se situe en 1965, moment où le mouvement subissait un autre coup dur à cause des arrestations des dirigeants étudiants de Lisbonne et de Coimbra ; les mobilisations prirent alors comme axe la défense du droit d'exprimer des opinions politiques, les étudiants luttant ouvertement contre la dictature et contre les arrestations et la torture.

DE L'INONDATION AU « DEUIL ACADEMIQUE »

L'année académique 1966-1967 fut l'occasion de discussions relatives à l'affrontement politique avec la dictature, et à la « lutte pédagogique ». Les grèves et les perturbations des cours furent organisées dans tout le pays pour la défense de l'activité inter-associative et pour la fédération nationale de tous les étudiants. L'inauguration de l'année académique 1967-1968 fut marquée par une manifestation à Coimbra, et aussi à Lisbonne et Porto. Si l'année 1962 avait représenté le premier pas du divorce entre la jeunesse étudiante et la dictature, les inondations de 1967² marquèrent pour beaucoup de jeunes la rupture définitive avec l'*Estado Novo*, qui pour sa part censurait les informations sur le désastre. La campagne de solidarité avec les populations frappées par l'événement vit l'engagement massif des étudiants, qui prenaient contact avec la réalité sociale du pays à travers l'organisation des campagnes de travail volontaire, d'alphabétisation, d'aide aux populations affectées. Ces formes d'engagement créaient aussi une nouvelle sociabilité parmi les étudiants, ils constituèrent une étape très significative de la mobilisation étudiante. En janvier 1968, la PIDE (*Policia Internacional e de Defesa do Estado*, police politique) informait la présidence du Conseil et le ministère de l'Intérieur de l'environnement politico-académique de Coimbra, le qualifiant comme « *apparemment tranquille* » mais « *assez inquiétant, avec une tendance à s'aggraver* »³. Les professeurs fidèles au régime étaient peu nombreux, et les jeunes professeurs, d'après le rapport, en étaient des adversaires idéologiques. En outre, les républiques académiques et les associations culturelles étaient considérées comme dangereuses, diffusant de la propagande marxiste ou des idées opposées à l'*Estado Novo*. Les ciné-clubs étaient par exemple un vecteur de la culture étrangère au Portugal et leur programmation était surveillée par la police qui en informait les ministères. En février 1968, la PIDE, en réfléchissant sur le panorama universitaire général, considérait que si, comme dans d'autres parties du monde, le mouvement associatif avait pris de l'ampleur, il demeurait minoritaire par rapport à la totalité de la population étudiante, qualifiée de désintéressée et indifférente, au point que le mouvement cherchait de nouvelles formes de communication et de propagande. La police, dans les premiers mois de 1968 considérait donc qu'il n'y avait pas de problème d'ordre public créé par les étudiants. Peut-être le mouvement était-il loin en effet de créer un problème ? Peut-être y avait-il aussi une volonté de le minimiser, volonté caractéristique de la police sous un gouvernement autoritaire, visant à montrer la tranquillité et le calme du pays ? En tout cas la police, même dans les premiers mois de 1968, était attentive à la question politico-intellectuelle : le danger était la diffusion du marxisme, des idées communistes, d'une propagande considérée comme subversive.



« Luttons contre le fascisme en Grèce, en Espagne, au Portugal », affiche manuscrite sur un mur du grand hall de la faculté des Lettres de Nanterre, Mars/avril 1968, Photo Elie Kagan, Coll. Elie Kagan/La contemporaine.

En septembre 1968 la situation à Coimbra était décrite comme absolument normale et tranquille ; la police mentionnait qu'au Portugal ne pouvaient se dérouler des événements comme en France ou en Italie, mais suggérait pourtant de ne pas autoriser la traditionnelle fête de la Prise de la Bastille – une tradition étudiante – prévue pour le 25 novembre⁴. La situation du mouvement étudiant à Lisbonne, en décembre 1968, était assez différente, plus conflictuelle : la police constatait qu'à l'Institut supérieur technique (IST) des slogans appelant à la révolution sexuelle étaient apparus, que la propagande étudiante était plus forte, comme les actions de protestation et les manifestations, avec des appels à la grève et à l'occupation de l'université. Dans la capitale il y avait eu des manifestations après la mort de l'étudiant Daniel Teixeira, détenu depuis trois mois à la prison de Caxias. La police promettait que les excès seraient punis et que l'université portugaise n'allait pas souffrir les humiliations et les

- outrages que connaissaient d'autres pays. Ce climat de tranquillité n'empêcha pas la fermeture de l'IST dix jours avant les vacances de Noël, pour éviter des épisodes d'indiscipline⁵. Les désordres dans l'Institut avaient causé la suspension des activités associatives et des dirigeants des associations.

1968/1969 : UN TOURNANT

C'est en 1969 que le mouvement étudiant changea radicalement, par ses contenus et par ses caractéristiques. La guerre coloniale (1961-1974) cessa finalement d'être un tabou et les étudiants manifestèrent contre la guerre et le colonialisme portugais. Le nouveau contexte était celui de l'« évolution dans la continuité » de la *primavera marcelista*⁶ et des tentatives d'ouverture et de libéralisation, en conservant l'appui des forces ultra-conservatrices. Les mesures de détente politique, la transformation de la PIDE en DGS (*Direção-Geral de Segurança*), la nouvelle législation syndicale accompagnèrent la radicalisation du mouvement. Cette nouvelle phase de la mobilisation étudiante fut caractérisée par l'idéologisation des luttes, l'influence de la gauche radicale, la lutte anticoloniale, le questionnement du système capitaliste, l'influence croissante du marxisme, la formation de nouveaux groupes politiques de gauche. Les revendications avaient des contenus et des formes différents à Lisbonne et Coimbra. Dans la capitale, le « Mai 68 » et les expériences italienne et allemande influençaient la politisation des étudiants avec l'irruption du groupe *Esquerda democrática estudantil* (EDE), qui entama des mobilisations contre la guerre du Vietnam en février 1968⁷. A Coimbra le mouvement restait pragmatique et produisait des tracts se proclamant apolitiques, restant sur le terrain traditionnel du conflit étudiant. La radicalisation vécue par les étudiants de Lisbonne fut une vraie rupture par rapport au passé et la mobilisation contre la guerre coloniale eut à partir de ce moment un poids important jusqu'à la révolution. En février 1969, à Coimbra les étudiants de gauche (communistes, affiliés du PCP, catholiques...) gagnèrent les premières élections à l'Association académique après trois ans de gestion gouvernementale. Cette victoire ne changea que peu la nature profonde du mouvement de Coimbra, où l'université et les problèmes universitaires restaient le centre des préoccupations des étudiants, sans rejoindre la critique plus ample, sociale, qui caractérisait le mouvement à Lisbonne, où, depuis le début 1969, plusieurs épisodes de contestation du système universitaire et du régime mettaient en alerte les autorités. Le Parti communiste portugais, pour sa part, qui avait appuyé les mouvements dans les universités, commença une campagne contre le gauchisme et « l'aventurisme », spécifiquement contre l'EDE de Lisbonne. En avril, lors de la visite du président de la République Américo Tomás à

la Faculté des Sciences de Coimbra, pour l'inauguration du bâtiment de mathématiques, un dirigeant des associations, Alberto Martins, demanda la parole. Le refus des autorités provoqua la protestation des étudiants qui étaient réunis dehors, et huèrent le président à sa sortie. Alberto Martin fut arrêté pendant une nuit, puis libéré, mais l'épisode suscita la mobilisation dans les mois suivants, et des protestations, telles le « deuil académique » (éviter le déroulement normal des cours, pour les transformer en occasion de débat) et des assemblées générales. La plus importante fut celle du 28 mai 1969, décrétant la continuation de la mobilisation, le deuil académique et la grève des examens, tant que les mesures autoritaires contre les étudiants qui avaient osé interpellier le président de la République n'étaient pas levées. La grève des examens de juin fut un succès, avec une participation de 94,8% des étudiants. La répression fut forte, avec l'entrée de la police dans les locaux académiques et l'emprisonnement d'autres étudiants. Le gouvernement, pour résoudre la situation, promulgua, en juillet 1969, le décret-loi n° 49.099 qui établissait que le sursis du service militaire obligatoire (et donc l'envoi sur le front de la guerre coloniale) était soumis à la « bonne conduite scolaire ». Durant toute l'année 1969 à Lisbonne, le mouvement expérimentait de nouveaux contenus et de nouvelles formes de lutte, et à Coimbra se livrait à une plus grande critique du système bourgeois, du gouvernement de Caetano, de la guerre coloniale. À la fin 1969, à Coimbra une marche d'étudiants contre la guerre coloniale vint confirmer que la nature du mouvement avait changé au cours des dernières années et que la lutte contre la guerre était finalement devenue une priorité.

L'associationnisme étudiant, né dans la moitié des années 1950, avait grandi pendant la décennie 1960, avec des étapes marquantes, comme la crise de 1962, et avait survécu à la répression, marquée notamment par les arrestations des dirigeants étudiants de 1965. En 1968 et 1969 l'associationnisme et les revendications se radicalisèrent. Ces années marquèrent la fin de cet ancien associationnisme, avec une politisation croissante du mouvement, malgré les différences entre Lisbonne et Coimbra. Le Parti communiste portugais, qui avait trouvé un terrain favorable dans les luttes du mouvement associatif – surtout à Coimbra, ville dans laquelle son réseau avait survécu aux arrestations de 1965 contrairement au reste des universités – commença à perdre de l'influence parmi les étudiants. De nouveaux groupes et comités de gauche étaient nés, disputant au PCP le terrain de la lutte et de la propagande révolutionnaires contre le régime. La position du PCP sur la guerre coloniale en juillet 1967 demandant aux militants de ne pas désertir, et ce pour continuer la lutte antifasciste et anticoloniale dans l'armée, fut pour beaucoup de jeunes un motif de rupture avec le parti. Les dernières années du régime furent caractérisées par

la continuation et la multiplication des manifestations et des luttes durement réprimées ; ce fut par exemple le cas après la mort de Ribeiro Santos, en 1972, étudiant de droit et militant du groupe maoïste *Movimento Reorganizativo do Partido do Proletariado* (MRPP), formé par la plupart des anciens militants de l'EDE.

ÉTUDIANTS PORTUGAIS À L'ÉTRANGER

L'émigration des Portugais en Europe (surtout en France) pour des raisons économiques, d'étude ou d'exil politique concernait aussi des jeunes qui s'éloignaient du Portugal et des étudiants qui s'organisaient à l'étranger dans des organismes associatifs. Le Secrétariat des rencontres des étudiants portugais à l'étranger (SEEPE) était un instrument de liaison entre les luttes au Portugal et hors du pays. Le premier numéro du bulletin, écrit en français, fut publié en octobre 1966. Y étaient expliquées les raisons de sa création : la présence de centaines d'étudiants portugais à l'étranger et la répression contre les Portugais rendaient nécessaire la création d'un organe étudiant « qui fasse avant tout connaître au monde étudiant la situation au Portugal⁸ ». La situation de la guerre coloniale contre les mouvements d'indépendance nationale et des actions entreprises par les étudiants dans le contexte des luttes du peuple portugais contre la guerre et contre le gouvernement était considérée d'une grande importance. Le but de cet organisme était d'informer et de dénoncer mais aussi de créer une solidarité effective entre Portugais à l'étranger. Ce premier numéro, publié après la première rencontre, à Bruxelles, proposait un reportage sur José Bernardino, un étudiant, dirigeant communiste à Lisbonne, déserteur de la guerre coloniale, arrêté en 1962, torturé et condamné à cinq ans de prison, puis soumis à des mesures de sécurité qui prolongeaient de façon indéfinie la peine. Il y avait aussi des informations sur les derniers événements, comme l'arrestation de l'étudiant Saldanha Sanches, ou sur les luttes pour la liberté d'association à l'université de Coimbra. Un rapport poétique sur la guerre en Angola, écrit par Manuel Alegre, concluait ce premier numéro de *SEEPE-Information*. Alegre à ce moment était un jeune étudiant, actif dans le mouvement de Coimbra ; il avait été mobilisé en Angola au début de la guerre coloniale et, avec d'autres officiers et soldats, avait organisé une révolte contre le gouvernement, ce qui lui valut d'être emprisonné. Après sa libération, toujours persécuté par la police, il quitta le Portugal et continua ses activités à l'étranger. Les publications continuèrent dans les années suivantes, avec des articles de dénonciation de la répression, des informations sur les activités des mouvements étudiants au Portugal et sur les luttes contre la guerre coloniale.

C'est ainsi que lors de la seconde rencontre des étudiants portugais à l'étranger, à Paris, du 26 au 30 décembre 1968,

le débat porta sur l'émigration et la guerre coloniale. Les documents préparatoires à ces rencontres contenaient des déclarations de déserteurs de la guerre coloniale et des informations sur la lutte de libération, avec des extraits de discours d'Amílcar Cabral, secrétaire du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap Vert (PAIGC). Il y avait de nombreux comités de soutien aux déserteurs portugais en Europe : aux Pays-Bas, au Danemark, en Belgique, en Norvège, en Suède, ils bénéficiaient de la solidarité et de l'appui des étudiants de chacun de ces pays, dans les mouvements desquels les étudiants portugais qui avaient quitté le Portugal étaient par ailleurs engagés.

Dans ces pays, mais surtout en France, circulaient aussi les informations sur le mouvement étudiant qui se développait au Portugal dans les années 1960. A la fin de la décennie, le bulletin de l'*União dos estudantes portuguesas em França* (UEPF), par exemple, recueillait et publiait les

Affiche du Comité de lutte portugais contre l'impérialisme, imprimé par l'atelier populaire de la faculté de Vincennes, circa 1970, Coll. La contemporaine.





« La révolution a commencé au Portugal », affiche de l'Organisation communiste internationaliste (OCI), Supplément à Informations ouvrières, Paris, 1974. La fleur au fusil symbolise ici la « Révolution des œillets », Coll. La contemporaine.

informations sur le mouvement étudiant portugais pour les jeunes Portugais en France. Le bulletin de l'UEPF nous donne des informations importantes sur les raisons de l'existence de cet organisme et sur l'intérêt et la solidarité suscités, dans le mouvement international des étudiants, par la situation portugaise. Le numéro de janvier 1966 informait par exemple sur la journée internationale de solidarité avec les étudiants portugais prévue pour le 24 mars. La publication offre une perspective sur les réseaux internationaux des étudiants :

« Toutes les organisations nationales ou internationales d'étudiants nous demandent l'envoi d'articles sur la situation universitaire et nationale au Portugal. Le problème c'est que nos conditions de travail à Paris ne sont pas magnifiques. Nous sommes très peu nombreux et, pour la plupart, nous sommes contraints de travailler pour vivre. Ce bulletin représente déjà un effort considérable. Pourquoi ne pas en profiter ? C'est ce qu'ont fait la VVS (Belgique) et l'ASVA (Amsterdam). Ces deux organisations faisant preuve d'initiative et d'esprit de solidarité

utilisent les articles inclus dans "UEPF information", les traduisent et les publient dans leurs journaux. Voilà une forme efficace de solidarité ! »⁹.

Le numéro suivant contient des informations sur la condition générale des étudiants portugais à l'étranger :

« Jusqu'à présent, le seul pays d'émigration pour les étudiants était la France et surtout Paris, où il existe depuis 4 ans l'UEPF. En ce moment, on constate qu'un peu partout en Europe il y existe des groupements d'étudiants portugais, plus ou moins nombreux, notamment en Belgique, en Suisse, en Italie, en Angleterre et d'autres pays. A l'étranger, la situation de ces jeunes étudiants est assez mauvaise. La plupart d'entre eux ne bénéficiant pas d'aide matérielle, ils sont contraints de chercher un emploi qui leur permette de survivre ; loin de leur patrie et de leur famille, dans une situation toujours incertaine, ces jeunes rencontrent beaucoup de difficultés. Dans ces conditions, rares sont ceux qui arrivent à s'inscrire dans les facultés et encore plus rares ceux qui réussissent à se présenter aux examens. Presque tous sont contraints de retarder leurs études et leurs projets¹⁰ ».

L'UEPF, dans les années 1960 déclarait explicitement qu'elle travaillait pour : dénoncer les méthodes répressives de l'université portugaise ; condamner les arrestations des étudiants ; exiger la libération des étudiants. Cela a contribué à articuler les champs de la solidarité avec les étudiants portugais d'une part et de l'engagement de ces derniers à l'étranger d'autre part. En Belgique, par exemple, l'Association des étudiants portugais en Belgique (AEPB), avec le SEEPE, entretenait les contacts avec les organismes internationaux d'étudiants. Helena Cabeçadas, étudiante portugaise à Bruxelles raconte dans ses mémoires les expériences et les contradictions vécues entre sa condition d'étudiante en Europe et de militante de PCP, lors d'un voyage-mission en RDA, en juillet 1967. Invitée par l'Union internationale des étudiants, elle percevait pour la première fois une différence entre les jeunes révolutionnaires occidentaux et les étudiants des pays de l'Est, « alternatifs et inquiets » pour les premiers, « conformistes et lourds » pour les seconds¹¹. À partir de ce moment, elle s'éloigna du PCP.

APRÈS LA RÉVOLUTION

Le coup d'Etat du 25 avril et la défaite de la dictature inaugurèrent une période complètement nouvelle : les étudiants expérimentèrent la possibilité de devenir des sujets sociaux, acteurs des changements dans les lycées et les facultés ; cela était déjà possible en 1969 mais c'est seulement en 1974 que ces expériences politiques purent se développer sans subir la répression du régime. Dans les années universitaires 1974-1975 et 1976-1977, une partie de la population étudiante expérimentait le service civique étudiant (SCE). L'initiative s'expliquait par le trop plein d'étudiants, et l'insuffisance de professeurs et d'équipements. Le plan était en accord avec les objectifs

socialistes de l'État ; les jeunes étaient envoyés travailler dans le cadre de campagnes d'alphabétisation, de santé, de sécurité sociale, de culture, de sport, d'activités scolaires et d'agriculture-sylviculture-pêche. Le projet fut très controversé et sa durée fut brève, mais ce fut une forme d'intervention des étudiants dans la société, portant sur des questions significatives : le rapport entre étudiants et société, les idées et les formes d'actions concernant la citoyenneté.

Peu d'années après la révolution, en 1977, les étudiants furent les protagonistes de grandes mobilisations contre la réintégration des professeurs expulsés par l'université de Coimbra dans la période révolutionnaire¹², mais au début des années 1980 le mouvement étudiant entraînait dans une phase de « désidéologisation », d'apathie, de désillusion et démobilitation, avec une pulvérisation et marginalisation des groupes, ce qui marqua aussi le déclin de la reconnaissance de l'identité étudiante, la fin de la domination des groupes et des associations académiques au profit de la logique des partis politiques. Les étudiants cessaient de défendre des intérêts spécifiques et commencèrent à être identifiés à partir de la condition de la jeunesse en général. ■

Giulia Strippoli est docteure en histoire contemporaine de l'Université de Turin, elle conduit ses recherches à l'Institut d'histoire contemporaine de l'Universidade Nova de Lisbonne.

Notes

1. Organisation de la jeunesse de l'Estado Novo, créée en 1936.
2. En novembre 1967 des vents et fortes pluies causèrent des dégâts importants dans tout le pays, mais surtout dans la zone de Lisbonne et du Teijo.
3. ANTT (Archives nationales portugaises de la Tour du tombeau), AOS/CO/ED/11 Pt. fls.=pages ? 404-406.
4. ANTT; PIDE-DGS. SC-SR 3529/62 Pt. 147, fl. 12.
5. ANTT; PIDE-DGS. SC-SR 3529/62- 3361, fls. 192-195.
6. En septembre 1968, après un accident, Salazar fut forcé d'abandonner sa charge. Le successeur Marcelo Cateano fut nommé Premier Ministre. La politique plus « libérale » de Caetano fut appelée « printemps marceliste ».
7. Gauche démocratique étudiante.
8. SEEPE- *Information*, n° 1, Octobre 1966, Arquivo de História Social. ME 200692.
9. *Bulletin de l'Union des étudiants portugais en France*, janvier 1966.
10. *Bulletin de l'Union des étudiants portugais en France*, février 1966.
11. Helena Cabeçadas, *Bruxelas, cidade de exílios*, Chiado Editora Lisboa, 2014, p. 71-74.
12. Le PREC, sigle de *Período Revolucionário em Curso*, avril 1974 -novembre 1975 : les 18 mois entre la Révolution des œillets du 24 avril 1974 et le 25 novembre de 1975, échec de la tentative d'un coup de gauche marquant la fin de la période révolutionnaire en inaugurant la transition du Portugal vers un régime démocratique sanctionné par la Constitution approuvée le 2 Avril 1976.

Pour aller plus loin

→ Caiado, Nuno, *Movimentos estudantis em Portugal: 1945-1980*, Lisboa, IED, 1990.

→ Cardina, Miguel, *A tradição da contestação: Resistência estudantil em Coimbra no marcelismo*, Coimbra, Angelus Novus, 2008.

→ Comissão do Livro Negro sobre o Regime Fascista, *Os estudantes no regime fascista*, Mem Martins, 1978.

→ Costa, António Firmino et al. "Estudantes e amigos – trajetórias de classe e rede de sociabilidade", *Análise Social*, vol. XXV n- 105-106, 1990, pp. 193-221.

→ De Oliveira, Luísa Tiago *Estudantes e Povo na Revolução: O Serviço Cívico Estudantil (1974- 1977)*, Oeiras, Celta, 2004.

→ Drago, Ana, *Agitar antes de ousar: O movimento estudantil "antipropinas"*, Porto, Afrontamento, 2004.

→ Duarte, Marta Benamor, *Foi apenas um começo. A crise académica de 1969 na história do movimento estudantil dos anos sessenta e da luta contra o Estado Novo*, Lisboa, maîtrise d'histoire, UNL/FSCH, 1997.

→ Faria, António, *A Casa dos estudantes do império: Itinerário Histórico*, Lisboa, Câmara Municipal-Biblioteca Museu República e Resistência, 1995.

→ Id., *Linha estreita da liberdade : A casa dos estudantes do império*. Colibri, Lisboa 1997.

→ Figueiredo, Leonor, *Luanda, 1974-1975: o Movimento estudantil*, Sinapis, Óbidos 2012.

→ Namorado, Rui, *Movimento estudantil e política educacional*, Águeda 1972.

→ Pereira, Victor, *A ditadura de Salazar e a emigração: O Estado português e os seus emigrantes em França (1957-1974)*, Lisboa, Temas e Debates, 2012.

→ Revez, António M. Marques, *Dura praxis, sed praxis: Relações de Poder e Moral na Praxe Académica da Universidade de Evora*, maîtrise de sociologie, Université de Evora, 1999.

→ Rodrigues, Francisco Martins (coord.), *O futuro era agora: O movimento popular do 25 de Abril*, Lisboa, Dinossauro, 1994.